

Une mondialisation d'Etats-nations

Le Monde 6 mars 2007

En cette campagne électorale, la mondialisation hante l'esprit des citoyens et, parfois, les discours des candidats. Mais les mêmes schémas de pensée continuent de s'affronter en une opposition qui ne permet pas vraiment d'éclairer le champ des politiques possibles : la mondialisation libérale est opposée au protectionnisme et/ou à la "mondialisation sociale".

Il est des certitudes doctrinales qu'il convient, pour les ébranler, de confronter à notre connaissance du monde tel qu'il va. Ici, notre savoir, pour partiel qu'il soit, est facilité par l'ampleur des phénomènes que nous percevons. "S'il est difficile de définir un éléphant, il est facile de le reconnaître quand on le rencontre", disait Joan Robinson. Quel éléphant rencontrons-nous ? Nous vivons la mondialisation d'un monde constitué d'Etats-nations, sans aucun interstice entre eux dans lequel viendrait se loger le marché global. Et personne n'envisage aujourd'hui, sauf dans les utopies les plus généreuses ou les plus dangereuses ou les ouvrages de science-fiction, la disparition de ces Etats-nations au profit d'un gouvernement global.

Le monde est ainsi fragmenté, segmenté, cloisonné, non pas de façon artificielle - même s'il existe encore nombre de frontières imposées - mais spontanée, par le besoin des hommes de vivre en société. Ce besoin-là fonde la mission la plus éminente des Etats, celle de protéger leur population. Parce qu'il existe parmi eux des hyperpuissances, des superpuissances et des puissances tout court, certaines étant plus faibles que d'autres, cette fonction de protection est exercée de la façon la plus asymétrique et la plus diverse qui soit.

Pour dire les choses autrement, le marché effectif global est aussi le "lieu" où s'affrontent des formes variées de puissance et des formes variées de protection. Cet état du monde est très éloigné du libéralisme décrit dans les manuels d'économie, tant il est vrai que puissance et protection ne font pas bon ménage théorique avec le marché. Combien de fois n'ai-je entendu que, si les Etats-Unis pouvaient se permettre un tel déficit extérieur, c'est qu'ils avaient acquis le droit régalien de battre monnaie à l'échelle de la planète. Les exemples abondent, tel pays préférant les marchandises d'un autre pour des raisons qui n'ont rien à voir avec une rationalité économique mais tout à voir avec une rationalité globale qui inclut les externalités liées à la puissance.

Si la Chine achète une centrale nucléaire aux Etats-Unis plutôt qu'à la France, faut-il s'en étonner ? Et comment interpréter les voyages de chefs d'Etat entourés de capitaines d'industrie dans les principaux pays de la planète, surtout les plus puissants ? S'il existe une diplomatie des échanges, c'est bien que l'échange commercial international est aussi politique. Je ne dis pas que cet état est satisfaisant, mais simplement qu'il est.

Qui ne rêve d'une démocratie mondiale où tous les habitants de la planète recevraient la même attention ? Peut-être est-il temps de commencer à la construire, à en imaginer certaines institutions, mais les difficultés que rencontre la démocratie européenne montrent que le chemin est long et parsemé d'embûches.

Pour l'heure, protection ne signifie pas protectionnisme. Les Etats disposent d'une large panoplie d'instruments pour accomplir leur mission d'interposition et doivent l'utiliser judicieusement en fonction de leur niveau de développement. Ainsi, si l'on

doit accepter que, pour des raisons de protection d'industries naissantes ou de collecte de recettes fiscales, les pays émergents pratiquent dans une phase transitoire le protectionnisme, une telle facilité ne devrait pas être admise pour les pays riches de la planète, dont les marchés doivent rester ouverts, notamment aux marchandises des pays pauvres.

Mais y compris à l'égard des pays développés, il faut se garder de toute naïveté. La protection y est multidimensionnelle et prend des formes dynamiques. Le système d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche obéit certes à une valeur essentielle de toute société - la connaissance - mais on peut aussi l'analyser comme une subvention générale à l'économie du pays : aux entreprises évidemment, qui bénéficient à la fois d'une force de travail plus productive, mais aussi plus autonome et donc mieux à même d'innover, et des retombées directes et indirectes de la recherche dont elles pourront tirer le plus grand profit. (Airbus a-t-il autant bénéficié de subventions de recherche que Boeing ?) ; aux salariés dont la compétence accroît la valeur du travail.

De même, les grandes infrastructures, dont l'existence et la qualité réduisent les coûts de fonctionnement du secteur privé, en accroissent la productivité. Mais surtout, un système de protection sociale bien pensé et bâti, parce qu'il mutualise les pertes potentielles, qu'il donne au moins une seconde chance à chaque personne, constitue une formidable incitation à la prise de risque individuel, à l'innovation, au goût d'entreprendre. Enfin, une bonne gestion macroéconomique de l'activité, parce qu'elle réduit l'incertitude inhérente à l'investissement - en minimisant le temps des récessions ou ralentissements - permet aux entreprises de se projeter davantage dans le long terme, et constitue l'un des meilleurs antidotes au dysfonctionnement économique majeur de notre temps : la dictature du court terme.

Cet ensemble de protections, lorsqu'il existe, permet aux pays de tirer le plus grand parti de la mondialisation, parce qu'il est à la fois réducteur d'incertitude et moteur de la productivité. C'est bien parce que les pays en développement n'en ont pas encore les moyens qu'un protectionnisme transitoire doit leur être consenti.

L'Europe a pourtant mal compris le rôle stratégique qui est le sien et même sa propre dynamique. Elle a laissé se dégrader son système d'enseignement et de recherche au grand dam de l'avenir de ses jeunes et de celui de ses entreprises. Elle s'est, en matière d'infrastructures, reposée sur ses lauriers d'après-guerre. Elle n'a pas su, en son cœur continental, proposer à ses citoyens une conception dynamique de la protection sociale. Bien au contraire, le discours dominant - même s'il ne s'est pas encore ou du moins partout inscrit dans les faits - conduit à l'anticipation d'une régression inéluctable de la sécurité économique et sociale. La zone euro, qui est la deuxième puissance économique du monde, doute encore d'elle-même au point de s'interdire d'utiliser ses puissants instruments de gestion macroéconomique.

On parle aujourd'hui sérieusement de remédier à ces insuffisances. J'ai envie d'y croire. L'Europe ne peut pas longtemps continuer à être le bateau ivre, dénué de protection, de la mondialisation.

Jean-Paul Fitoussi pour "Le Monde"